



Reconquêtes

.eu

Contribution thématique Éducation

Placer l'éducation au cœur des reconquêtes et de la transformation sociale

Charlotte Brun, membre titulaire du Conseil national,
adjointe au maire d'Ecouen (95), Conseillère régionale d'Île de France

Frédéric Faravel, secrétaire de la section Plaine de France,
membre du bureau fédéral du Val d'Oise,
membre du bureau de l'union régionale Île-de-France

Nous devons permettre à chacun de se doter des meilleurs outils pour comprendre. Certains voudraient que l'école se réduise à ses fondamentaux : lire, écrire compter. D'autres souhaiteraient ne lui assigner qu'une finalité économique.

L'éducation a pour mission d'émanciper des déterminismes. Il s'agit de doter les citoyens d'outils pour analyser et comprendre le monde. Aujourd'hui, repenser la laïcité signifie de promouvoir l'esprit critique face au modèle consumériste.

Mobiliser les consciences, s'interroger sur la marche du monde, sur le devenir de chacun plus que sur la concurrence des marques et des logos : voilà aujourd'hui l'enjeu de l'éducation.

L'école doit retrouver dans un projet progressiste 3 fonctions qu'elle a peu à peu perdues :

- Donner à voir et à critiquer, apprendre à distinguer savoir et certitudes ;
- Transmettre une histoire et une mémoire, inscrire la réflexion du jeune citoyen dans une épaisseur temporelle pour en retirer les leçons ;
- Apprendre des relations sociales plus distanciées, apprendre la nécessité de l'arbitrage entre son intérêt particulier et l'intérêt général, et *in fine* être capable de comprendre l'abstraction du politique.

Contacts :

courriel : rlg95@voila.fr - blog : <http://reinventerlagauche95.over-blog.org>

De la crise de l'éducation à la casse de l'éducation

Dans un monde de plus en plus complexe, nous devons permettre à chacun de se doter des meilleurs outils pour comprendre. Certains voudraient que l'école se réduise à ses fondamentaux : lire, écrire compter. D'autres souhaiteraient ne lui assigner qu'une finalité économique. L'enjeu est aujourd'hui tout autre. L'éducation a pour mission d'émanciper des déterminismes culturels, économiques et sociaux, et de favoriser, par l'esprit critique et les capacités d'expression, une perpétuelle et large autonomie des individus. Il s'agit de doter les citoyens d'outils pour analyser et comprendre le monde.

L'école laïque doit prendre en compte ce nouveau contexte. Il s'agit de promouvoir sans concession l'esprit critique face aux diffusions du modèle consumériste. À la fin du XIX^{ème} siècle, il fallait libérer les consciences des prêches du dimanche. Aujourd'hui il est nécessaire de les libérer des nouveaux prêches de la tranche horaire 19h00-21h00. Impulser une mobilisation des consciences, s'interroger sur la marche du monde, sur le devenir de chacun plus que sur la mise en concurrence des marques et des logos : voilà aujourd'hui l'enjeu que doit relever l'éducation.

Les autoritarismes se satisfont toujours de l'inculture et du développement de sous-cultures à défaut d'endoctrinement. Il n'y a de citoyens qu'instruits et donc critiques. Pour avancer sur ce terrain, au regard de la politique menée depuis 6 ans par la droite (notamment sous les ministères Robien et Darcos) et aux vues du projet de société développé par le président Sarkozy, nous voyons déjà se profiler une école dont le seul objectif serait désormais utilitariste sans aucune autre ambition que de faire des écoliers de futurs consommateurs et de futurs salariés exploités soumis docilement à la précarité.

Le système éducatif contribue à reproduire les inégalités existant dans la société : on assiste aujourd'hui à une stagnation, voire à une régression de la démocratisation de l'accès à l'enseignement et aux diplômes. D'un côté, l'accès aux diplômes les plus prestigieux est de plus en plus réservé à une élite, qui détient un savoir ultra-discriminant, celui de « l'orientation » : elle sait quelles sont les bonnes filières, les bonnes classes préparatoires, les bonnes options. D'un autre côté, au moins 60 000 élèves sortent chaque année du système scolaire sans aucun diplôme. Certains tendent à penser qu'il existe des élèves « irréductibles » à l'acquisition des savoirs, qu'il faudrait exclure pour préserver les autres. Accepter cette fatalité, c'est renier l'exigence d'égalité. L'inégalité et l'acceptation du déterminisme commencent dans les têtes des enfants.

En ce sens, la suppression de la carte scolaire - prônée jusque dans nos rangs - est inquiétante. Certes, le système actuellement en vigueur est injuste et largement détourné par quelques initiés, mais sa disparition écarte toute perspective de mixité sociale.

La carte scolaire aurait pu être réformée sans être supprimée, notamment en demandant aux instances régionales des conseils économiques et sociaux de proposer un redécoupage des secteurs scolaires permettant une vraie mixité sociale : en associant par exemple des centres-ville et des banlieues, en développant des établissements sur des zones « frontalières », etc. On pouvait imaginer également une réflexion sur une politique de « bassins », plusieurs établissements (écoles, collèges et lycées) travaillant ensemble pour organiser la mixité sociale en leur sein. Aujourd'hui, on se contente d'une suppression progressive qui va bénéficier à ceux qui sauront en profiter. On fait croire aux parents qu'ils vont pouvoir choisir l'établissement de leur enfant. En réalité, ce sont les établissements qui choisissent déjà les élèves.

Le président de la République et le ministre de l'éducation ne cessent de dénoncer le pédagogisme dont ils affirment que Philippe Mérieu est le principal représentant. Cette stigmatisation n'a qu'un seul objectif : écarter une question majeure, qui est « que fait-on des élèves qui ne veulent pas apprendre ? ». Les pédagogues n'ont cessé de poser cette question et le font encore obstinément. Le gouvernement actuel pense que s'intéresser à la mobilisation des élèves sur leurs apprentissages est de la démagogie et du temps perdu, alors que c'est une des conditions indispensables de la démocratisation. Si on ne traite pas de la question du désir d'apprendre, seuls ceux qui ont trouvé leur panoplie de bon élève au pied de leur berceau vont réussir à l'école. Sous prétexte d'un réalisme dissimulant mal un véritable dogmatisme, la politique actuelle tourne le dos à tous les acquis de la pédagogie, est plus proche du formatage que de l'éducation, et si nous devons souhaiter une chose, ce serait qu'on réhabilite le patrimoine et la formation pédagogiques dans tous les domaines.

Des difficultés réelles mais dépassables

Dans un projet progressiste, socialiste et démocratique, l'école doit retrouver trois fonctions essentielles qu'elle a peu à peu perdues :

- elle doit donner à voir et à critiquer. Elle apprend à distinguer savoir et certitudes, elle apprend le doute ;
- elle doit transmettre une histoire et une mémoire, des modes culturels, et permet au jeune citoyen d'inscrire la réflexion dans une épaisseur temporelle pour en retirer les leçons du passé ;
- elle doit apprendre des relations sociales plus distancées, apprendre la nécessité de l'arbitrage entre son intérêt particulier et l'intérêt général, et *in fine* être capable de comprendre l'abstraction du politique.

Attention à éviter certains faux débats... Oui, le système scolaire connaît des difficultés mais celles-ci sont surmontables. Sur les programmes scolaires, il faut en finir avec certaines oppositions stériles : l'élève seul ne peut construire ses savoirs comme il ne saurait attendre béatement que son professeur les lui apprenne.

Si l'élève doit parvenir à la construction d'un savoir sensible par ses propres moyens - et par savoir sensible nous désignons la construction d'un jugement et d'une sensibilité historique, littéraire et esthétique - le professeur doit lui transmettre les savoirs fondamentaux - terme par lesquels nous nommons les savoirs linguistiques et scientifiques qui, s'ils peuvent être observés par des élèves, obéissent à des règles strictes qu'il est quasiment impossible de construire sans une transmission professorale.

La mise en œuvre du socle commun des connaissances et des compétences, qui définit un ensemble de savoirs, de savoir-faire, de valeurs dont l'acquisition est considérée comme indispensable à 16 ans peut être un outil intéressant. Invitant à la pluridisciplinarité, à la nécessaire définition d'une progressivité des savoir-faire des élèves, cette entrée dans les programmes par les objectifs et les compétences remet en cause la pratique et les enseignements. L'enseignant n'est plus seulement un spécialiste d'une discipline, mais également un pédagogue. L'élève est considéré comme acteur de son apprentissage, condition indispensable à sa motivation, son investissement, la mémorisation durable des savoirs cognitifs et méthodologiques. Nous ne sommes donc pas hostiles a priori à la bivalence, dès lors qu'elle s'effectue sur la base du volontariat des professeurs. En raison d'une très grande fragmentation des enseignements, l'élève n'a pas de vision globale des exigences de ses professeurs, et ces derniers ne forment pas toujours une équipe susceptible d'assurer un suivi collectif, de définir en harmonie un processus d'apprentissage, de construire une relation constructive avec les familles.

Mais si nous partageons les objectifs initiaux du socle commun, nous devons constater que les moyens ne sont pas là. Les suppressions de postes, les conséquences qu'elles induisent sur les effectifs par classe, la réforme des IUFM, soude à de nombreux enjeux, témoignent d'une offensive idéologique : priver les services publics des moyens nécessaires à l'exercice de ses missions, les dévaloriser aux yeux des Français et favoriser les réponses privées.

Nous considérons qu'il faut en priorité concentrer les efforts sur l'école élémentaire et sur le collège, car c'est là que les inégalités s'accroissent. Des enfants, qui, malgré les efforts et la volonté du corps enseignant, sortent de l'école primaire avec des lacunes importantes en lecture, écriture et mathématiques, ont tous les risques d'échouer au collège, de n'être pas satisfaits de leur orientation à la fin de la troisième et d'échouer au lycée. Il nous faut donc trouver des adaptations ambitieuses pour réduire ces difficultés. Nous devons faire cesser la dévalorisation rampante de l'ensemble du système éducatif.

Fort de ces réflexions, nous entendons réaffirmer l'importance de l'éducation dans notre démocratie, nous nous fixons les objectifs d'une reconquête éducative et sociale ambitieuse :

→ favoriser la stabilité des programmes d'enseignement en consultant régulièrement les professionnels et leurs représentants ;

- favoriser l'acquisition au primaire des compétences fondamentales de lecture, d'écriture et de mathématiques en réduisant les effectifs des classes, en instaurant des rattrapages effectués par des enseignants qualifiés qui bénéficieraient de décharges horaires spécifiques ;
- augmenter les capacités d'accueil pour les élèves en échec scolaire dans des dispositifs de type SEGPA, UPI, Démission impossible, Troisième d'insertion et simplifier les démarches administratives pour les intégrer, tout en instaurant des passerelles pour permettre la réintégration des élèves dans le système général ou professionnel ;
- faciliter le suivi des élèves en renforçant le dialogue entre l'école et le collège, le collège et le lycée ;
- augmenter les moyens en matériel et en personnel dans les établissements les plus en difficulté ;
- rétablir une carte scolaire redécoupée, seule garante de la mixité sociale ;
- valoriser l'orientation en lycée professionnel ;
- impliquer davantage les collectivités territoriales en les aidant à financer la rénovation des locaux, en les aidant à mettre en œuvre des politiques plus ambitieuses d'accès aux nouvelles technologies de communication, en les incitant à financer des projets culturels et artistiques innovants qui impliqueraient des artistes et des acteurs des milieux culturels et artistiques locaux ;
- concourir à la responsabilisation des parents quant à leur implication dans l'éducation de leurs enfants en collaboration avec les politiques du Ministère de la Famille.

Pour répondre à ces objectifs, une réelle unité d'action doit se construire entre une gauche progressiste et l'ensemble des acteurs du milieu éducatif. En effet nous ne pouvons nous permettre de regarder se dégrader la situation et de constater les dégâts résultants des politiques de droite. Nous devons agir en partenariat avec les organisations professionnelles et syndicales d'enseignants, les syndicats étudiants et lycéens, les mutuelles, et les organisations de parents d'élèves. Les mouvements d'éducation populaire doivent également trouver leur place dans ce dispositif militant et offensif. Il s'agit de ne pas baisser les bras concernant une population nombreuse qui a été quitté le milieu scolaire ou universitaire.

Revaloriser le métier d'enseignant

Le manque de reconnaissance sociale et financière des enseignants est manifeste. Selon une étude du CSA en date d'avril 2008, 93 % des enseignants « jugent leur profession dévalorisée » et 44 % souhaiteraient changer de métier au plus vite. Des locaux vieillissants, des élèves et des parents toujours plus nombreux à contester leur autorité, des salaires qui n'augmentent pas, des responsabilités qui augmentent, un temps de travail hebdomadaire qui s'apparente à 39 heures, une médecine du travail qui

n'est pas à la hauteur, des suppressions de postes... les conditions de travail des enseignants sont de plus en plus difficiles.

Probablement a-t-on profité de la féminisation massive de ce métier pour ne pas trop en augmenter les salaires... Dans l'histoire pourtant, les professeurs n'ont guère été mieux payés qu'aujourd'hui. Mais ils jouissaient d'une estime sociale et d'un statut qui pouvaient compenser ce déficit financier. Par ailleurs, les difficultés du métier étaient moindres : aujourd'hui, on attend du professeur qu'il assume des fonctions qui ont été progressivement abandonnées par la religion, la collectivité et la famille. On exige qu'il fasse réussir tous les élèves... Tout cela est, somme toute, une évolution logique sinon normale, mais qui nécessite de repenser la place de l'enseignant dans la société, la nature de ses missions, sa formation, et, bien évidemment, sa rémunération.

Il est par ailleurs désormais impératif de changer le système de recrutement pour mieux l'adapter à la réalité des écoles et des établissements. Pourquoi certains professeurs, parce qu'ils ont passé un concours plus difficile, auraient-ils moins d'heures de cours à effectuer, mieux rémunérées, le plus souvent devant des élèves de centre-ville ? Pourquoi ne pas définir un concours unique pour l'enseignement en collège et en lycée, prenant davantage en compte la pédagogie et réserver de fait l'agrégation pour les postes en université ? Il nous semble qu'il faut prendre en compte les difficultés réelles qui se posent sur le terrain et promouvoir la formation continue des enseignants.

L'éducation populaire, pilier de la reconquête

Permettre à notre peuple de s'investir dans la construction de son avenir permet à la fois de le rendre partie prenante de ce projet mais aussi d'être acteur citoyen défendant l'intérêt général et mettant de côté tout intérêt particulier synonyme de division, d'individualisme, de communautarisme. Cette méthode est celle de l'éducation populaire qui s'inscrit dans une démarche républicaine.

Si l'éducation populaire peut se définir comme une pédagogie interactive où les individus sont acteurs de leur propre formation, elle est avant tout l'apprentissage de l'initiative, de la prise de responsabilité et de l'autonomie. Elle se propose de faire émerger, par des pratiques collectives de mise en situation, les ressorts, les potentialités inhérentes à chaque individu, à chaque groupe. En ce sens, l'éducation populaire incite à l'action collective, à la découverte de l'exercice du contre-pouvoir. Elle peut permettre à chacun de s'épanouir et de trouver sa place de citoyen. Elle permet à chacun(e) de progresser et de développer, à tous les âges de la vie, une réelle capacité à vivre en société.

L'éducation populaire n'est la propriété de personne. Au contraire, elle est disponible pour tous, sans différence de classe ni de fonction. Elle suppose

un effort de tous, une soif de connaître et d'écouter réciproquement, quels que soient les statuts et fonctions.

Elle est une méthode incontournable pour faire vivre la démocratie participative. Elle est l'élément indispensable de la construction d'un projet de société qui réduit les inégalités sociales, culturelles et économiques. En ce sens, elle vise à l'émancipation collective et collectivement, de tous et par tous ! L'intervention associative est d'autant plus importante qu'elle n'apparaît pas, aux yeux des citoyens, comme liée à des enjeux de postes électifs mais à la défense d'une orientation politique claire.

L'éducation populaire peut et doit être notre outil pour contribuer à faire comprendre les enjeux et la complexité des situations vécues, à faire prendre conscience aux individus de leur place et de leur rôle possible, à leur permettre d'acquérir leur autonomie afin de maîtriser les situations plutôt que de les subir. Elle contribue à la construction de la conscience individuelle et collective pour permettre la transformation sociale. L'éducation populaire, dans le prolongement de l'enseignement public, parce qu'elle permet à chacun de s'approprier une citoyenneté active, contribue à défendre et à renforcer les valeurs de la République. L'éducation populaire offre aux personnes l'outil pour redevenir des acteurs démocratiques, des porteurs de projets.



Nous avons pour habitude, comme socialistes, de considérer que le champ de l'éducation, tant d'un point de vue théorique que dans la réalité de la pratique sociale, est une espèce de chasse gardée, électorale et intellectuelle.

Ouvrons enfin les yeux. Nos maladresses lors de nos précédents exercices du pouvoir, notre absence concrète dans les combats du monde éducatifs ces dernières années et surtout l'appauvrissement de notre réflexion dans le champ de l'éducation ont transformé en un lourd « impensé » du socialisme du projet socialiste e un angle mort électoral, ce que nous croyons tous être une force intangible. Ne nous le cachons pas, si les enseignants ont été nombreux à abandonner le vote socialiste en 2002 et 2007, notamment pour voter Bayrou en avril 2007, c'est parce que notre discours était devenu illisible sur l'éducation.

Cette contribution ne prétend pas résoudre plus de 15 ans d'absence de réflexion socialiste sur le sujet ; elle veut rouvrir un débat, poser quelques pistes, insister sur la nécessité de réintégrer les intellectuels et les chercheurs dans nos réflexions, et réaffirmer qu'aux côtés de l'éducation nationale il existe un grand mouvement d'éducation populaire dans ce pays qui rencontre des difficultés graves et qui nécessite toute notre attention.

Nous espérons vous avoir convaincu de ces enjeux.